

Zeitschrift: Arbido
Herausgeber: Verein Schweizerischer Archivarinnen und Archivare; Bibliothek Information Schweiz
Band: 17 (2002)
Heft: 2

Rubrik: BBS-Dossier : "Urheberrechte / Droits d'auteur"

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

BBS-Dossier «Urheberrechte / Droits d'auteur»

Alle Bibliotheken sind vom Urheberrecht betroffen.

Der unten stehende Beitrag von Jacques Bühler zeigt, was neben dem Buchpreis von den Bibliotheken, Archiven und Dokumentationsstellen bezahlt werden muss und wie eine mögliche Entwicklung aussehen könnte.

Damit die Bibliotheken, deren Budgets immer enger werden, auch in Zukunft noch Bücher kaufen können, müssen die übrigen Zahlungen an die Urheber in einem vernünftigen Rahmen bleiben; deshalb ist der BBS Mitglied des DUN, welcher die Interessen der Bibliotheken in den Verhandlungen mit den Vertretern der Urheber und mit den Verwertungsgesellschaften vertritt.

Aber der DUN kann noch viel mehr, weshalb er auf S. 8 Gelegenheit erhält, sich vorzustellen.

Eine Revision des Urheberrechtsgesetzes in der Schweiz könnte negative Auswirkungen auf die Stellung und die Finanzen der Bibliotheken, der Archive und der Dokumentationsstellen haben.

Auf Grundlage der negativen Stellungnahmen zum Vorentwurf einer Revision des neuen Urheberrechtsgesetzes zeigt der Artikel von Catherine Mettraux Kauthen ab S. 9, dass der Revisionsdruck seitens des IGE/IPI stark abgenommen und sich damit die Gefahr für die Bibliotheken entfernt hat.

Das IGE/IPI ist aber grundsätzlich eine neutrale Stelle, die die Interessen der Urheber wie auch der Nutzer wahrnimmt. Auf S. 11 stellt sich das IGE/IPI vor.

Arbido dankt Jacques Bühler herzlich für die Zusammenstellung dieses Dossiers. dlb

Urheberrechte

Les bibliothèques et les auteurs

■ Jacques Bühler
Schweizerisches Bundesgericht
BBS-Vertreter im DUN

Les bibliothèques entretiennent une relation privilégiée avec les auteurs dans la mesure où elles leur versent des sommes importantes: en achetant des œuvres littéraires ou artistiques (livres, revues, disques, cassettes vidéo, etc.), en les copiant ou encore en les enregistrant.

Tout usage d'une œuvre est en principe soumis à l'autorisation de son auteur. Lors de photocopies de parties de livres, la procédure d'autorisation n'est pas réalisable dans la pratique. C'est alors qu'interviennent les tarifs: l'autorisation de l'auteur est présumée et celui qui effectue une photocopie verse une redevance à une société de gestion qui elle-même répartit ensuite le montant encaissé entre les auteurs.

Le tarif commun 8 fixe les montants à payer pour les photocopies effectuées. D'autres tarifs (9 pour l'utilisation d'œuvres protégées au moyen de réseaux internes et 10 pour leur enregistrement dans les entreprises et les administrations à des fins de documentation ou d'information internes) sont en cours d'élaboration.

Nous souhaitons vous informer des derniers développements dans ce domaine.

Quel tarif 8 pour quelle bibliothèque?

La commission arbitrale fédérale pour la gestion de droits d'auteur et de droits voisins (ci-après la commission) a décidé le 21 novembre 2001 de prolonger la validité du tarif commun 8 jusqu'au 31 décembre 2006. Selon la nature de la bibliothèque, c'est l'un ou l'autre des tarifs partiels qui est applicable:

- tarif 8/I: pour les bibliothèques d'administration
- tarif 8/II: pour les bibliothèques indépendantes
- tarif 8/III: pour les bibliothèques d'écoles (privées ou publiques, hautes écoles et universités comprises)
- tarif 8/V: pour les bibliothèques d'entreprises industrielles
- tarif 8/VI: pour les bibliothèques d'entreprises de services.

Le tarif commun 8 légèrement modifié

Par rapport au tarif qui était en vigueur jusqu'au 31 décembre 2001, quelques modifications mineures ont été apportées:

- Revue de presse: Pour être soumis au paiement d'une redevance le nombre minimum de revues de presse a été abaissé à 20 (précédemment 50) et le nombre de parutions par année à 4 (précédemment 7).
- Le montant forfaitaire pour les petites communes de moins de 1000 habitants a été ramené à fr. 100.-, ce qui confirme la pratique de ProLitteris mais déroge au tarif en vigueur.

- Les toutes petites entreprises ne sont plus astreintes au paiement d'une redevance.

La BBS conteste le prix de la page

L'Association des bibliothèques et bibliothécaires suisses (BBS) a également donné son accord à la prolongation des tarifs. Elle a toutefois précisé qu'elle estimait que le prix de 3,5 centimes par page aurait dû être revu à la baisse car, sur la base d'une sélection – peut-être pas assez représentative nous le concédons – de quelque 500 ouvrages dans le VLB (Verzeichnis der lieferbaren Bücher) le prix moyen de la page se situe entre 20 et 30 centimes et le montant de la redevance ne devrait pas excéder les 10% du prix précité.

La BBS exigera un calcul précis du prix de la page pour la prochaine édition du tarif commun.

Les bibliothèques doivent payer la TVA

Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la TVA au début de l'année 2001, les bibliothèques sont également tenues de payer la TVA sur les redevances versées à ProLitteris. En effet, cette société de gestion a fait usage, en février 2001, du droit d'option qui était à sa disposition et qui soumet ainsi toutes les redevances – même dans le domaine de la culture – au paiement de la TVA mais à un taux préférentiel de 2,4%.

Les bibliothèques non-assujetties à la TVA n'ont malheureusement pas la possi-



Bibliothek des Schweizerischen Bundesgerichts in Lausanne. Photo: Claude Huber

bilité de reporter le paiement de la TVA sur des tiers ou de la déduire d'une dette fiscale envers l'administration fédérale des contributions.

En revanche, les bibliothèques qui font partie d'une entité assujettie à la TVA peuvent déduire la TVA versée à ProLitteris de la dette fiscale en matière de TVA due à l'administration fédérale des contributions. Cette situation a été voulue par le législateur.

Le tarif commun 9

Le tarif commun 9 permettra le prélèvement de redevances pour l'utilisation d'œuvres protégées dans les entreprises et les administrations, pour leur propre usage, au moyen du réseau informatique interne ou à partir d'internet. La base légale permettant la mise en œuvre d'un tel tarif a été contestée par les utilisateurs des droits d'auteur mais en vain. La commission a considéré qu'il y avait une base légale suffi-

sante et a ordonné l'initialisation des négociations entre sociétés de gestion et utilisateurs des droits d'auteur en vue de l'élaboration d'un tarif.

La première tâche à effectuer dans ce cas est toujours d'établir un état des lieux afin de cerner le champ d'application potentiel du tarif.

Les utilisateurs des droits d'auteur, également les bibliothèques, sont légalement tenus de collaborer, donc de répondre aux questionnaires qui leur sont soumis.

Un questionnaire compliqué

La société I+G Infratest à Bâle a été chargée d'enquêter auprès des milieux concernés afin de réunir les renseignements nécessaires à l'élaboration du tarif commun 9. Le questionnaire élaboré est long et certaines questions difficilement compréhensibles.

La meilleure méthode était de remplir ce questionnaire par téléphone en se faisant

Zusammenfassung

- **GT8:** Der gemeinsame Tarif (GT) 8 (Reprographietarif) wurde mit kleinen Anpassungen bis Ende 2006 verlängert. Seit Anfang 2001 muss die Mehrwertsteuer an ProLitteris bezahlt werden.
- **GT9:** Der Anwendungsbereich des GT9 (Computerabgabe) ist die Nutzung von geschützten Werken zum Eigengebrauch in Betrieben und Verwaltungen mittels betriebsinterner Netzwerke oder ab Internet. Die Erhebung der Daten mittels eines sehr umfangreichen und komplizierten Fragebogens hat im Jahr 2001 stattgefunden. Nun gilt es, die Resultate auszuwerten und die Verhandlungen für die Erarbeitung des Tarifs an die Hand zu nehmen.
- **GT10:** Der Gegenstand des GT10 ist das betriebsinterne Überspielen von geschützten Werken ab Radio und Fernsehen sowie bespielten Trägern auf Ton- und Tonbild- sowie Datenträger für interne Information und Dokumentation. Hier steht eine Erhebung noch bevor. Diesmal wird aber der Fragebogen kurz und einfach sein.

expliquer le sens des questions en cas de besoin, c'est-à-dire très souvent, par le personnel très avenant de la société mandatée.

Le tarif commun 10

Le tarif commun 10 vise à soumettre au paiement d'une redevance l'enregistrement dans une entreprise ou une administration d'œuvres protégées par le droit d'auteur à partir de la radio, de la télévision ou d'un support enregistré sur un support audio, audiovisuel ou un support de données à des fins de documentation ou d'information internes.

Des divergences existent sur le champ d'application de ce tarif entre les sociétés de gestion et les utilisateurs des droits d'auteur.

Les premières négociations sont en cours afin de déterminer le cercle des entités à questionner – le questionnaire sera très court et très simple cette fois-ci! – afin de déterminer ensuite les bases pour le futur tarif. ■

contact:

Jacques Bühler
BBS-Vertreter im DUN
Schweizerisches Bundesgericht
1000 Lausanne 14
Tél. 021 318 91 11
Fax 021 323 37 00
E-mail: jacques.buehler@bger.admin.ch

Das Fachseminar zum Thema Kulturgutsicherung.

Das heimliche Bildersterben

Montag, 18.3.2002 auf dem Wolfsberg*

Hochkarätige Referenten zeigen sinnvolle Wege zur Rettung und dauerhaften Archivierung/Verfügbarkeit von Kulturgut sowie Chancen für neue Anwendungsformen.

Von der Projektplanung bis hin zur Internet-Anwendung.

Bevor es zum heimlichen Bildersterben kommt...

* Tagungszentrum der UBS,
oberhalb Ermatingen
am Untersee (Bodensee)

Die Seminargebühr beträgt
pro Teilnehmer/in CHF 250.-
darin enthalten:

- Seminarunterlagen
- Begrüßungskaffe
- Mittagessen
- Pausenerfrischungen
- Shuttle-Busse

Dr. Rudolf Mumenthaler

Leiter Spezialsammlungen
ETH-Bibliothek, Zürich

*Zwischen Bestandespflege und
Öffentlichkeitsarbeit – am Beispiel
der Spezialsammlungen der
ETH-Bibliothek*

PD Dr. Rudolf Gschwind

Institut f. Medienwissenschaften
Universität Basel

*Benchmarkingkonzept für Digitalisierungs-
dienstleister: Vielfältige Anforderungen an
das digitale File und seine Verarbeiter*

Martin Gubler

Fachreferent für Mikrofilm und Bilddigitalisierung
Gubler Imaging, Märstetten

*Praxisbericht über 4 verschiedene realisierte
Hybridlösungen:
Was beinhalten sie und warum war das
Vorprojekt so wichtig?*

Dr. Jean-Frédéric Jauslin

Directeur de la bibliothèque nationale suisse, Bern

*Neue Wege zum Schweizer Plakat.
Von der Erkennung der Bedeutung bis
zur Umsetzung des öffentlichen Kataloges
auf dem Internet. Erfahrungen und
Ausblick.*

Seminar-Anmeldung und Infos:

Gubler Imaging

Tel.: 071/ 657 10 10 Fax: 071/ 657 10 13

E-Mail: info@mikrosave.com

www.mikrosave.com

jetzt anmelden!
spätestens bis 13.3.02

DUN: Zielsetzungen und Aktivitäten

1. Zielsetzungen

Der **DUN** ist der Dachverband der schweizerischen Urheber- und Nachbarrechtsnutzer. Er vereinigt private und öffentliche Nutzerorganisationen und Institutionen aus der ganzen Schweiz und dem Fürstentum Liechtenstein.

Der **DUN** setzt sich für die Interessen der Nutzer von Urheber- und Nachbarrechten ein. Er sensibilisiert die Mitglieder für die verschiedenen Nutzungsrechte.

Der **DUN** befasst sich vorausschauend mit ordnungspolitischen, rechtlichen, wirtschaftlichen und ethischen Grundsatzfragen der Urheber- und Nachbarrechtsnutzung.

Der **DUN** vertritt die gemeinsamen Interessen der Nutzer gegenüber dem Bund, den Verwertungsgesellschaften, anderen Marktpartnern und der Öffentlichkeit. Er ist Anhörungs- und Mitwirkungs-partner gegenüber den zuständigen Behörden im Bereich von Gesetzgebung, Verordnung und Gesetzesvollzug.

Der **DUN** schafft und pflegt Beziehungen zu den Verwertungsgesellschaften und den Behörden.

Der **DUN** schafft und pflegt Beziehungen und Allianzen zu anderen in- und ausländischen Verbänden und Organisationen, mit welchen gemeinsame oder ähnli-

che Interessen bestehen. Er berücksichtigt insbesondere die Entwicklung, Regelung und Praxis im europäischen Raum.

Der **DUN** leistet Informations- und Öffentlichkeitsarbeit zwecks Pflege und Förderung des Ansehens der Nutzer und ihrer Dienstleistungen.

Der **DUN** koordiniert die Vertretung seiner Mitglieder in wichtigen Gremien wie in der Eidgenössischen Schiedskommission für die Verwertung von Urheberrechten und verwandten Schutzrechten.

2. Aktivitäten

Der **DUN** pflegt die Kontakte zu den Verbandsmitgliedern. Er betreibt aktive Mitgliederwerbung. Er bereitet Informationen auf und gibt sie an seine Mitglieder weiter.

Der **DUN** beteiligt sich aktiv an der Schaffung der rechtlichen Rahmenordnung. Er erarbeitet Vernehmlassungen.

Der **DUN** nimmt Anhörungs- und Vernehmlassungsrechte wahr, die im Zusammenhang mit der Schaffung neuer Verwertungsgesellschaften und allfälligem Neuaufteilen des von den verschiedenen Verwertungsgesellschaften betrauten Repertoires stehen.

Der **DUN** verfolgt die Geschäftstätigkeit und Tarifpolitik der Verwertungsgesellschaften und unterhält regelmässigen Kontakt mit diesen.

Der **DUN** koordiniert oder führt im Auftrag von Mitgliedern oder Dritten Tarifverhandlungen mit den Verwertungsgesellschaften.

Der **DUN** koordiniert die von der Nutzerseite gestellten Mitglieder der Schiedskommission sowie die Stellung von Schiedskommissionsmitgliedern für Branchen und Bereiche, die sich nicht anderweitig organisiert haben.

Der **DUN** schafft den Zugang zu Informationen von Behörden über nationale und internationale Bestrebungen.

Der **DUN** erarbeitet eine Datenbank über:

- bestehende Tarife
- vergleichende Daten innerhalb der Tarife

Der **DUN** unterhält eine Informations-, Beratungs- und Dokumentationsstelle über alle wesentlichen Belange der Urheberrechtsnutzung. Er erarbeitet Musterverträge.

Der **DUN** vermittelt Rechtsbeistand für die Mitglieder. Er unterstützt wissenschaftliche Arbeiten. Er erhebt die Bedürfnisse der Mitglieder und passt seine Dienstleistungen entsprechend an. **DUN** ■

contact:

Geschäftsstelle **DUN**
Kramgasse 5
Postfach 515
3000 Bern 8
Tel. 031 328 27 25
Fax 031 328 27 35
E-Mail: info@dun.ch
Internet: www.dun.ch

Résumé

Le **DUN** – abréviation allemande de Dachverband der Urheber- und Nachbarrechtsnutzer – est la fédération des utilisateurs de droits d'auteurs et voisins. Les membres de cette fédération couvrent un très large spectre d'activités: Des grandes banques, la SSR, les Eglises, des PME, des administrations et naturellement les bibliothèques. Le **DUN** est un interlocuteur incontournable dans toutes les négociations dans le domaine des droits d'auteurs, notamment pour ce qui concerne les tarifs communs. Il représente également les utilisateurs des droits d'auteur au sein de la commission arbitrale fédérale pour la gestion de droits d'auteur et de droits voisins. Il conseille ses membres dans son domaine d'activités et suit l'évolution de la situation en Suisse et dans le monde en particulier en ce qui concerne l'intégration des nouvelles technologies de l'information dans le domaine des droits d'auteur et voisins.

Arbeitsgruppe Urheberrecht / Groupe de travail Droit d'auteur



Anfang 2001 hat der Vorstand des BBS die Arbeitsgruppe Urheberrecht mit folgendem Mandat eingesetzt:

Die Arbeitsgruppe

- Verfolgt die Revision des Urheberrechtsgesetzes und verteidigt die Interessen der Bibliotheken
- Entwickelt die Strategien für eine erfolgreiche Lobby-Arbeit in Sachen Urheberrecht in Zusammenarbeit mit der AG Lobby des BBS
- Führt im Namen des BBS die Tarifverhandlungen mit den Verwertungsgesellschaften (ProLitteris, Suisa)
- Vertritt den BBS im Dachverband für Urheber- und Nachbarrechtsnutzer DUN
- Informiert den BBS und seine Mitglieder laufend über Entwicklungen und Ergebnisse
- Berät und unterstützt die Bibliotheken in Fragen des Urheberrechts.

Mitglieder / Membres

- **Bühler Jacques**, Bundesgericht – Tribunal fédéral, avenue du Tribunal fédéral 29, 1000 Lausanne 14, E-Mail: jacques.buehler@bger.admin.ch
- **Diederichs Rainer**, Zentralbibliothek Zürich, Zähringerplatz 6, 8025 Zürich, E-Mail: diederich@zb.unizh.ch
- **Looks Jarmila**, Institut suisse de droit comparé, Bibliothèque, Dorigny, 1015 Lausanne-Dorigny, E-Mail: jarka.looks@isdc-dfjp.unil.ch
- **Relly Christian**, Pestalozzi-Bibliothek Zürich, Zähringerstrasse 17, 8025 Zürich, E-Mail: christian.relly@pbz.ch
- **Rod Jean-Marc**, Bibliothèque Nationale Suisse, Hallwylstrasse 15, 3003 Bern, E-Mail: Jean-Marc.Rod@slb.admin.ch
- **Vonplon Martin**, Zentral- und Hochschulbibliothek Luzern, Sempacherstrasse 10, 6002 Luzern, E-Mail: vonplon@zhbluzern.ch ■

La révision de la loi sur le droit d'auteur

■ Catherine Mettraux Kauthen¹

Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle



Avec l'avènement de chaque nouvelle technologie, la loi sur le droit d'auteur (LDA) doit relever un nouveau défi: celui de s'adapter et de garantir aux auteurs et autres titulaires de droits la protection de leurs créations.

Le défi d'aujourd'hui s'appelle Internet et technologies numériques.

Même si nombre de dispositions de la loi actuelle sont formulées d'une manière qui lui permet d'être souple et de s'adapter aux nouvelles situations, elle n'est pas entièrement conforme aux conventions internationales les plus modernes.

Le contexte international

En effet, deux nouveaux traités ont été adoptés en 1996 sous les auspices de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), l'organisation internationale spécialisée dans le domaine.

Ces traités sont destinés à adapter les normes internationales du droit d'auteur et des droits voisins aux nouvelles technologies: le Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur (désigné couramment par son acronyme anglais de WCT) et le Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT).

Ces conventions ont été signées et ratifiées par un grand nombre de pays. L'entrée en vigueur du WCT est prévue pour le 8 mars 2002 (le nombre requis de 30 ratifications ayant été atteint) alors que celle du WPPT ne devrait plus tarder (28 ratifications au 6 décembre 2001).

Parmi les pays qui ont ratifié les traités figurent les États-Unis qui ont déjà modifié leur loi sur le droit d'auteur en conséquen-

ce. De même au niveau communautaire, une directive a été adoptée récemment (Directive 2001/29/CE du 22 mai 2001 sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information). Elle a pour but d'harmoniser les modifications législatives qui devront être entreprises par les États membres de l'Union européenne pour adapter leur législation aux nouveaux traités et pouvoir les ratifier.

Une fois leur législation révisée, ces États joindront leurs ratifications aux ratifications existantes et les deux traités connaîtront une très large extension territoriale.

Si la Suisse veut se joindre à la communauté internationale et ratifier elle aussi ces nouveaux traités, elle doit cependant modifier sa loi sur le droit d'auteur puisque celle-ci n'est pour l'instant pas conforme en tous points aux exigences internationales.

Pour régler ces différentes questions, la Suisse s'inspirera des textes communautaires et tout particulièrement de la directive mentionnée plus haut. Certes la Suisse n'est pas membre de l'Union européenne, mais elle ne peut adapter sa loi de manière isolée sans tenir compte des réglementations en vigueur dans les pays qui l'entourent.

Les modifications nécessaires à la ratification des nouveaux traités

Une des prérogatives les plus importantes dans le contexte des nouvelles technologies est celle qui consiste à assurer au titulaire que la nouvelle utilisation constituée par la mise à disposition sur Internet ne puisse pas avoir lieu sans son autorisation préalable.

En ce qui concerne les auteurs, la loi actuelle est formulée de manière très large puisqu'elle leur reconnaît à son article 10 le droit exclusif de décider si, quand et de quelle manière leurs œuvres peuvent être utilisées. L'énumération qui suit ce principe (voir le deuxième alinéa du même article) n'est qu'exemplative et il est communément admis que cette norme doit être interprétée comme conférant également à l'auteur le droit de décider de la mise à disposition de son œuvre sur Internet. Ce droit appartient donc aujourd'hui déjà en

plein aux auteurs et cela sans modification aucune de la LDA.

Il n'en va cependant pas de même des droits voisins (les droits des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des organismes de radiodiffusion). Le législateur ne leur reconnaît pour l'instant qu'une liste déterminée de droits dans laquelle ne figure pas expressément le droit de mettre à disposition sur Internet (voir les articles 33, 36 et 37 LDA). Une modification importante concernera donc l'inclusion expresse de ce droit parmi les prérogatives appartenant aux titulaires de droit.

Un autre droit qui n'est pas encore prévu par la loi actuelle est le droit moral des artistes interprètes ou exécutants. Alors que la loi confère aux auteurs, outre le droit patrimonial, un droit moral proche des droits de la personnalité, les interprètes tels que les comédiens ou les musiciens ne bénéficient pas de cette deuxième composante. Accorder ce droit est donc indispensable afin de pouvoir ratifier le deuxième traité, le WPPT.

Un problème qu'il faudra également régler est la question des «mesures techniques» au sens large.

En effet, les nouveaux traités protègent d'une part l'auteur qui utilise des mesures techniques (codage ou autre) pour limiter l'accès à l'œuvre et préserver ainsi son droit. D'autre part, l'auteur peut également adjoindre à son œuvre des informations électroniques sur le régime des droits.

Les traités de l'OMPI exigent que le fait de contourner ces mesures techniques ou de modifier ces informations soit rendu punissable tant en ce qui concerne le droit d'auteur que les droits voisins.

La LDA doit par conséquent être modifiée pour inclure des dispositions pénales sur cette question.

Face aux nouvelles formes d'utilisation et au renforcement des droits des titulaires, il faudra sans doute aussi procéder à une redéfinition des exceptions (principalement de l'exception pour usage privé).

Quant à l'introduction obligée de normes pénales relatives aux mesures techniques, il s'agira de trouver un équilibre entre la nécessité de mieux protéger l'auteur face aux possibilités techniques illimitées d'aujourd'hui et le besoin de maintenir

¹ *L'auteur.* Catherine Mettraux Kauthen est juriste auprès de la Division droit d'auteur et droits voisins de l'Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle. Elle a été membre de la délégation suisse lors de la conférence diplomatique de 1996 qui adopta le WCT et le WPPT.

Zusammenfassung

Obwohl das heutige Urheberrechtsgesetz (URG) ein noch relativ junges Gesetz ist, das sich mit Flexibilität an die Herausforderungen der neuen Technologien anpasst, stimmt es nicht mit den modernsten internationalen Abkommen überein.

Im Rahmen der OMPI wurden 1996 zwei neue Abkommen verabschiedet, mit dem Ziel, den Schutz im Bereich des Urheberrechts und der verwandten Schutzrechte im Hinblick auf das Internet zu verbessern.

Um diese Abkommen zu ratifizieren, muss die Schweiz ihr URG anpassen: namentlich mittels Einführung eines Online-Wiedergaberechts auf Internet für alle Kategorien von Rechtsinhabern, ei-

nes eigenen Persönlichkeitsrechts für ausübende Künstler sowie strafrechtlicher Normen in Bezug auf Umgehung von technischen Massnahmen.

Als Gegengewicht zu diesen Themen sollte auch die ganze Regelung der Ausnahmen überprüft werden.

Das IGE hat im Sommer 2000 einen Vorentwurf präsentiert, in dem die notwendigen Änderungen vorgeschlagen sowie Anpassungen an das Gemeinschaftsrecht und die Erledigung einer Mehrzahl von parlamentarischen Vorstössen erläutert werden. Der Vorentwurf des Instituts wurde von allen Seiten heftig kritisiert. Es laufen zurzeit Überlegungen betreffend das weitere Vorgehen.

les utilisations autorisées dans le cadre des exceptions.

La ratification des traités ne rend pas absolument nécessaire de légiférer expressément sur ces questions-là, mais elles ne peuvent guère être ignorées par le législateur s'il veut élaborer une loi qui fonctionne.

L'état des travaux

En été 2000, l'Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle a envoyé à diverses organisations intéressées un avant-projet de révision de la LDA. Ce dernier portait principalement sur les modifications nécessaires pour ratifier les nouveaux traités de l'OMPI, mais également sur d'autres points

comme l'adaptation à la législation communautaire et la prise en compte de nombreuses interventions parlementaires.

L'accueil fait au projet fut plutôt mitigé et les critiques très nombreuses. L'Institut a évalué les différentes réponses reçues et réfléchit actuellement à la meilleure manière de poursuivre les travaux.

Informations complémentaires

Pour obtenir des informations sur l'avant-projet de révision de la LDA:

<http://www.ipi.ch/F/jurinfo/j140.htm>

Pour obtenir des informations sur les interventions parlementaires voir Curia Vista, la base de données des objets parlementaires (voir les motions ou postulats portant les numéros suivants: 97.3008, 98.3389, 99.3347, 99.3557, 00.3127, 00.3332, 01.3417, 01.3401):

http://www.parlament.ch/afs/toc/F/gesch/F_mainFrameSet.htm

Pour consulter la LDA (RS 231.1):

<http://www.admin.ch/ch/f/rs/2/231.1.fr.pdf>

Pour consulter le WCT:

<http://www.wipo.org/treaties/ip/copyright/index-fr.html>

Pour consulter le WPPT:

<http://www.wipo.org/treaties/ip/performances/index-fr.html> ■

Anzeige

SWS

SWS SOFTWARE SYSTEMS SA

Une gamme exclusive de produits pour l'automatisation des bibliothèques, médiathèques et centres de documentation!

Copier des notices MARC depuis diverses sources bibliographiques.

MARCOPY

Fonction intégrée d'ajout et de suppression de champs et sous-champs. Compatibilité avec VIRTUA, VTLS EasyCAT et tout autre système équipé d'une fonction d'importation MARC

Solution informatique pour la gestion et l'administration des collections des bibliothèques et réseaux documentaires

VIRTUA

... découvrez également nos différents utilitaires : MAPCAT • MARCTool et nos outils pour l'interrogation simultanée de bases de données bibliographiques (Z39.50) : BookWhere 2000 et ZGateway

FREIBURGSTR. 634
3172 NIEDERWANGEN (CH)

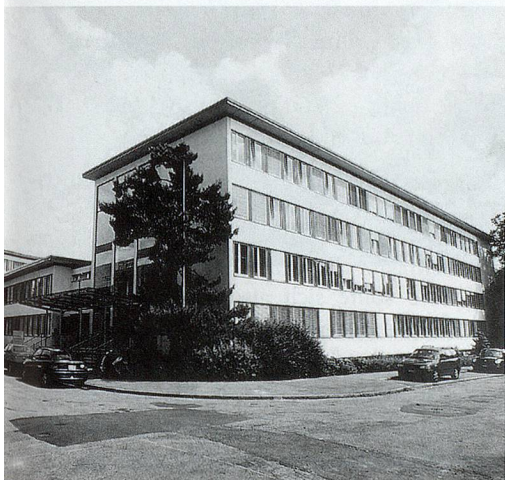
TEL 031 981 06 66
FAX 031 981 32 63

HTTP://WWW.SWS.CH
E-MAIL : INFO@SWS.CH

Geistiges Eigentum schützen und nutzen

Kreative Menschen kennen die Einsteinstrasse 2 in Bern: Dorthin wendet sich, wer eine Erfindung zum Patent anmeldet, eine Marke registrieren lässt bzw. ein Design hinterlegt. Gewerbliche Schutzrechte enthalten jedoch auch eine Menge Informationen, die wertvolle Hinweise über das Marktgeschehen liefern. Drehscheibe dieses Innovationspotentials ist das *Eidgenössische Institut für Geistiges Eigentum (IGE)*, das dieses Wissen aufbereitet und kostengünstig zur Verfügung stellt.

Mit seinen Informationsmitteln, die ständig dem neusten Stand angepasst werden, hat das Institut weltweit Zugriff auf rund 30 Millionen Patentedokumente aus 30 Ländern. Oder es kann mehr als 300 000 Marken dokumentieren, die in der Schweiz geschützt sind. Solch immense Informationsquellen gezielt zu nutzen, verhindert manchen Umweg.



Gebäude des IGE an der Einsteinstrasse in Bern. Photo: zvg

Hoher Stand der Patentliteratur

Es ist alleweil besser, sich vorhandene Informationen zu beschaffen, bevor ein Forschungs- und Entwicklungsprojekt in Angriff genommen wird. Den Stand der

Technik als Sprungbrett benützen, heisst die Devise.

Angesichts der angespannten Wirtschaftslage erstaunt es immer wieder, dass allein in Europa jährlich schätzungsweise 25 Milliarden Franken für die Erfindung oder Entwicklung von Erzeugnissen und Verfahren ausgegeben werden, die bereits existieren.

Die Spezialisten des Instituts stützen sich auf internationale Datenbanken, in denen Patent- und Fachliteratur systematisch abgelegt ist.

Aus Millionen von Zitaten innert kürzester Zeit die für einen Kunden wichtigen Informationen über eine spezifische Problemstellung herauszupicken, gelingt nur dank eines eingespielten Teams.

Markennachforschung: eine Frage der Sicherheit

Wer eine neue Marke oder ein neues Zeichen öffentlich verwenden will, ist gut beraten, sich zu vergewissern, ob dieses in gleicher oder verwechselbar ähnlicher Form nicht bereits geschützt ist.

Ebenso verhält es sich bei der Markteinführung neuer Produkte. Jährlich bearbeiten die Markenspezialisten mehr als 6000 Nachforschungsaufträge. Ein eigens für diesen Zweck entwickeltes Informatiksystem ermöglicht es, qualitativ hoch stehende Recherchen schnell zu liefern. Es bezieht die bereits geprüften, aber noch nicht veröffentlichten Marken sowie die Angaben von Hinterlegungsgesuchen ebenfalls ein, liefert also brandaktuelle Daten.

Das Institut ist das Kompetenzzentrum für Immaterialgüterrecht

Das Institut für Geistiges Eigentum ist die zuständige Stelle im Bund im Bereich Immaterialgüterrecht (Patente, Design, Marken, Urheberrecht). Es erteilt die gewerblichen Schutzrechte (Erfindungspatente, Marken, Design).

Résumé

L'Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle (IPI) est l'instance fédérale compétente en matière de propriété intellectuelle (brevets, designs, marques, droit d'auteur). A ce titre, il donne accès à une très vaste documentation en matière de brevets et de marques. Il est également compétent pour délivrer les titres de protection tels que brevets, marques et designs.

L'Institut s'acquitte en outre des tâches politiques en matière de propriété intellectuelle telles que la préparation de la législation et la représentation de la Suisse au sein des organisations internationales. Il est également l'autorité de surveillance des sociétés de gestion collective de droits d'auteur. IPI

Im politischen Bereich ist das Institut namentlich in der Gesetzgebung und der Vertretung der Schweiz in internationalen Organisationen tätig. Zudem wacht es als Aufsichtsbehörde über die Schweizerischen Verwertungsgesellschaften, die Urheberrechte kollektiv wahrnehmen. IGE ■

contact:

Eidgenössisches Institut
für Geistiges Eigentum
Institut Fédéral
de la Propriété Intellectuelle
Istituto Federale della Proprietà
Intellettuale
Swiss Federal Institute
of Intellectual Property
Einsteinstrasse 2, 3003 Bern
Tel. 031 325 25 25
Fax 031 325 25 26
E-Mail: info@ipi.ch
Internet: www.ige.ch

Anzeige

www.archivschachtel.ch ? www.oekopack.ch !
juerg.schwengeler@oekopack.ch